

Le risque alimentaire est sérieux

« Les ravages provoqués par la révolution agraire des années 1970 sont un lointain souvenir. Désormais, la production nationale remplace peu à peu les importations de denrées alimentaires. Mieux, le secteur est devenu exportateur. (!) On croit rêver.

Cette affirmation de *Jeune Afrique* (du 1er au 14 avril 2007) prêterait à un grand éclat de rire si la situation de notre agriculture n'était pas aussi grave.

Une contribution du professeur Hamid Aït Amara, spécialiste des questions agricoles, parue dans le quotidien *El Watan* du lundi 3 avril 2007, rappelle quelques réalités qui donnent « froid dans le dos ».

Nous connaissons notre handicap agricole même si certains ont pu croire à la légende de l'Algérie « grenier à blé du monde » (!?) Nous mesurons avec gravité notre dépendance alimentaire qui amplifiait au rythme de notre croissance démographique.

Mais les chiffres que présente Hamid Aït Amara jettent un éclairage bien utile, mais surtout inquiétant par le rappel qu'ils

soulignent de l'indignité des politiques agricoles menées jusqu'à maintenant dans notre pays. De même, cette contribution met-elle en exergue le manque de vision dont font preuve nos gouvernants notamment pour les enjeux agricoles et les risques que nous prenons à sous-estimer la question alimentaire.

Hamid Aït Amara commence par rappeler que l'Algérie est le pays maghrébin le moins doté en terres cultivables puisque le ratio hectare cultivable/sur population est de 0,26 hectares par habitant en 2004 (il était de 1,3 ha/hbt en 1900). Ce même ratio est de 0,5 hectare par habitant en Tunisie et de 1 hectare par habitant au Maroc. L'absence de politique de mise en valeur de nouvelles terres et la perte de terres cultivables par érosion et détournement du foncier agricole pour la construction d'habitat ont considérablement détérioré la dotation en terres cultivables du pays alors que la démographie n'a cessé de progresser.

L'auteur, reprenant un classement international, souligne que dans le domaine de la popu-

lation que peut nourrir le pays avec ses propres terres, l'Algérie est classée au septième rang sur une échelle de 0 à 9. L'Algérie est un pays à risque alimentaire élevé.

Dans le domaine des potentialités agricoles, Aït Amara rappelle que l'Algérie est frappée par quatre facteurs défavorables :

- 1- les sols sont peu profonds
- 2- la fertilité naturelle est faible
- 3- la pluviométrie est insuffisante
- 4- les terres sont en pente

Ces handicaps expliquent pour une grande part - parce qu'ils ne sont pas corrigés par des politiques agricoles judicieuses - la faible productivité de l'agriculture algérienne - Les rendements - tant des cultures que ceux de l'élevage - sont bien faibles et l'auteur indique que les rendements céréaliers sont de l'ordre de 70 quintaux à l'hectare en Union européenne et seulement de 10 hectares en Algérie (qui plus est, cultive ses terres une année sur deux) -

La production laitière n'est pas mieux lotie puisque le rendement par vache laitière est de 8000 à 10 000 litres par vache en Europe. Il n'est que de 3000 litres en Algérie. Bien évidemment, tout cela se traduit par une dépendance alimentaire de l'Algérie de plus en plus inquiétante : 80% des besoins algériens en céréales sont importés (soit nous dit Aït Amara, 6 millions de tonnes de céréales

importés pour 2 millions de tonnes produits localement. Ainsi « 2 calories sur 3 consommées sont importées ».

La facture alimentaire est alors de plus en plus lourde puisqu'elle était de 1 milliard de dollars dans les années 1970, 2 milliards de dollars dans les années 1980, 2,5 milliards de dollars dans les années 1990 et 3 milliards de dollars dans les années 2000 (cités par H. Aït Amara).

Et cette facture payée intégralement par nos hydrocarbures, ressources épuisables, risque d'être encore plus lourde à l'avenir puisque, si l'on en croit les spécialistes, l'agriculture mondiale commence déjà à faire face à trois objectifs concurrents :

- 1- assurer l'alimentation
- 2- produire des carburants
- 3- préserver la biodiversité

Il faut savoir en effet que la production de carburants verts (pour faire face aux pénuries annoncées du pétrole et un peu plus tard de gaz) devrait au minimum quintupler d'ici à 2030 (prévisions de l'Agence internationale de l'énergie). De ce fait, la part des terres arabes consacrées aux cultures énergétiques qui est actuellement de 1% passerait à 2,5% ou à 3,5% selon les scénarios.

Pour nourrir 9 milliards de personnes en 2050, il faudra doubler la production agricole mondiale mais la montée des biocarburants va se traduire par une « compétition pour la terre



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

entre cultures alimentaires et cultures énergétiques. La rareté de l'énergie risque de créer une rareté alimentaire». (Michel Griffou *Le Monde* 3 avril 2007)

Et les prévisionnistes précisent que les grandes firmes pétrolières vont se lancer dans une course à la terre (au foncier agricole) pour créer ex-nihilo des plantations qui produisent les bio-carburants.

Enfin, et comme pour assombrir encore plus le tableau pour les pays africains, le changement climatique à plus long terme, se traduira pour le continent notamment, par de plus longues périodes de sécheresse. Comme on peut le voir, pour notre pays, l'enjeu agroalimentaire est considérable et les défis à relever sont autrement plus sérieux que ceux visés par le PNDR !!

A. B.

Condoléances

Suite au décès de la cousine de Badreddine Manaâ, rédacteur en chef du *Soir d'Algérie*, la direction et l'ensemble du personnel du quotidien présentent à ce dernier leurs sincères condoléances et prient Dieu d'accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



PLAIDOYER POUR LA TORTURE !

Après l'annonce par Soltani d'un score de 30% aux législatives, le ministre de l'Intérieur réagit : « C'est faux ! » Nous n'avons pas encore arrêté de chiffre pour le MSP ! » Cette fois-ci, c'est sûr, la fraude ne passera pas

Coup sur coup, hier, ces deux informations en Une du *Soir* et de mes amis de la *Dépêche de Kabylie* : « Béchar, une fillette de 3 ans kidnappée puis violée » et « 10 enfants de moins de 10 ans en ont été victimes, un imam serial pédophile à Boghni ». Je sais qu'à la barbarie, il ne faut pas opposer la barbarie. Je sais qu'une république doit répondre avec des outils républicains et civilisés aux pratiques inhumaines et immondes. Je sais qu'il faut faire face à la bête par un comportement d'Homme.

Je sais tout cela. Mais en même temps, je trouve luxueux pour une crotte immonde qui a osé violer une gamine de 3 ans de bénéficier du processus normal de la justice. Je trouve foncièrement anormal qu'un imam qui a abusé de dix enfants de moins de dix ans comparaisse devant des enquêteurs de la police, puis montre sa « fat'cha » debout à la barre des accusés dans une cour de justice. Je sais que je vais en choquer beaucoup, que je vais passer pour un extrémiste

dangereux, un adepte forcené de la peine de mort et des liquidations extrajudiciaires. Pourtant, dans les faits, je suis contre la peine de mort appliquée aux violeurs de manière générale, et aux violeurs d'enfants de manière particulière. Oui ! Je suis contre ! Je serais plutôt favorable à une mort lente. Très lente. Etalée sur des mois, voire sur des années. Précédée et entretenue par des actes de torture pleinement assumés. De ces actes qui font mal longtemps, lentement, atrocement.

Un individu qui viole une gamine de 3 ans, un imam qui viole dix enfants en bas âge ne doivent pas être délivrés trop vite de la vie. Ils doivent, au contraire, vivre la douleur la plus intense le plus longtemps possible. Car si, à eux, on accorde cette rahma d'une exécution immédiate, ou pire d'une réclusion à vie avec télévision et douche dans leur cellule, en face, dans une autre cellule sans murs ni barreaux, une maman, un papa, des sœurs, des frères, des mammys et des papys des enfants violés sont condamnés à la torture et à l'enfer du souvenir. Toute leur vie. Sans aucune circonstance atténuante. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.



LES CHRONIQUES DE HAKIM LAALAM EN COFFRET 6 volumes de 2001 à 2006

VENTES DEDICACES : le mercredi 11 avril de 11h à 18h
au centre de la FIJ Maison de la presse Tahar-Djaout, Alger...
Et le jeudi 12 avril à la librairie du Tiers-monde, place Emir Abdelkader
à partir de 14 heures.

PRIX
3500 DA